

L'abattage des loups augmente les prédati

Dissuader le carnivore de s'approcher du bétail est plus efficace que de le tuer, démontre une étude américaine

C'est une étude qui viendra sans aucun doute alimenter le camp des défenseurs du loup : alors qu'en France, cet été, onze canidés ont déjà été tués dans le cadre de tirs autorisés, cette méthode d'abattage est contestée sur le plan scientifique. Des chercheurs de l'université du Wisconsin estiment que non seulement tuer des prédateurs dans le cadre de programmes de contrôle est inefficace, mais également contre-productif. Leur rapport a été publié le 1^{er} septembre dans la revue *Frontiers in Ecology and the Environment*.

Pour arriver à cette conclusion, les biologistes américains ont étudié les cas d'attaques de carnivores (canidés, félins et ursidés) dans des fermes européennes et nord-américaines. Les résultats sont étonnants. Dans 70 % des cas examinés dans l'étude, l'abattage des grands prédateurs reste sans effet, voire augmente le nombre d'attaques sur le bétail. A l'inverse, les méthodes non létales sont efficaces à 80 %.

« Les abattages sont plus risqués pour le bétail que les mesures dissuasives », explique Adrian Treves, auteur de l'étude et professeur d'écologie des carnivores à l'université du Wisconsin. C'est une perte de temps, de ressources, qui menace inutilement les prédateurs et le bétail. »

Le prélèvement des prédateurs peut prendre plusieurs formes

Cette analyse contredit ceux qui jugent que le loup, trop intelligent, déjoue les dispositifs de protection

selon les espèces et les régions : la chasse, l'utilisation d'appâts empoisonnés ou de pièges. Les méthodes épargnant les animaux sont également variées : dissuasion visuelle ou sonore, rubans répulsifs, filet de contention. En France, selon l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, la méthode la plus utilisée reste le chien de protection associé au regroupement nocturne des troupeaux sur des espaces restreints. Au total, 1 500 chiens de protection sont utilisés pour le loup sur le territoire français – principalement dans les Alpes – et plus de 1 000 pour l'ours, dans les Pyrénées.

« Tolérance du public »

Pour le chercheur américain, ces mesures de dissuasion sont entièrement bénéfiques. « Mettre en avant les méthodes non létales permettrait d'améliorer la vie des éleveurs, protéger les animaux sauvages, améliorer la tolérance du public pour les animaux sauva-

ges et empêcher la dégradation écologique. » Cette analyse contredit celle des éleveurs français, qui estiment depuis des années que le loup, trop intelligent, s'adapte très rapidement et déjoue les dispositifs de protection.

Les spécialistes font trois principales hypothèses pour expliquer que l'abattage des loups entraîne une augmentation des prédati

ons. La première viendrait du fonctionnement des populations. « Les loups s'autorégulent, explique Adrian Treves, donc tuer des loups favoriserait la survie et la reproduction de ceux qui restent. » L'appel d'air créé par l'abattage d'un animal entraînerait alors, en réaction, une augmentation locale du nombre d'individus. « La deuxième hypothèse est qu'en intervenant sur les meutes, on induit une réaction », continue le chercheur. Selon lui, certains loups quittent alors le groupe pour s'installer à de nouveaux endroits, parfois plus proches du bétail. « Enfin, la dernière hypothèse, c'est celle des effets de l'abattage d'un chef de meute », la plus problématique car la structure sociale et la cohésion du groupe reposent généralement sur le couple reproducteur. « Si l'on tire sur l'un d'eux, il y a une déstructuration sociale et certains individus solitaires vont chasser dans leur coin, ce qui multiplie les attaques. »

En France, les tirs de loups sont réglementés par arrêté intermi-

nistériel pris chaque année pour une période de juillet à juin. Pour 2016, le plafond de prélèvement a été fixé à 36 individus répartis sur 20 départements. Ce nombre correspond à un peu plus de 10 % de la population de ce canidé dans le pays, estimée à environ 300 animaux.

« Données ciblées »

Jeudi 8 septembre, les associations écologistes France nature environnement (FNE), Humanité et biodiversité et la Ligue de protection des oiseaux (LPO) ont saisi le Conseil d'Etat contre le nouvel arrêté. Elles estiment le plafond disproportionné et les critères d'autorisation des tirs inadaptés. « L'étude d'Adrian Treves est tout à fait conforme à ce que nous observons », explique Jean-David Abel, vice-président de FNE. L'abattage n'est pas la bonne et encore moins la seule solution qui existe. » En 2015 déjà, ces associations avaient déposé un recours contre l'arrêté, qui n'a pour l'instant pas été jugé.

L'association France Nature Environnement souhaite qu'une étude similaire soit réalisée en France

Selon les chiffres de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes, 1150 attaques ont été observées entre janvier et août – impliquant 4 084 animaux de bétail –, contre 1283 au cours de la même période de l'année précédente – impliquant 4750 animaux. Certes, ces chiffres ne sont pas définitifs car certains de ces constats sont en cours d'instruction, mais ils sont pour les associations le signe d'une diminution des attaques, et surtout l'indice que de nouvelles analyses doivent être conduites avant de fixer de nouveaux plafonds d'abattage.

En effet, bien que la FNE reconnaisse l'utilité du rapport américain, l'association souhaite qu'une étude de ce type soit réalisée sur le territoire français : « Les situations en Amérique et en Europe sont différentes. Il est indispensable de pouvoir travailler avec des données ciblées, secteur par secteur, pour pouvoir prendre les bonnes décisions. » Les conclusions du chercheur américain abondent dans le sens de ces associations : « Sur la base des connaissances actuelles, nous recommandons la suspension de l'abattage des prédateurs tant que son efficacité n'a pas été prouvée », explique Adrian Treves. Il est nécessaire de conduire de nouvelles recherches dans chaque pays avant d'autoriser de nouveaux plafonds d'abattage. » ■

CLÉMENTINE THIBERGE

LES CHIFFRES

36

loups tués en 2015

C'était le plafond d'abattage fixé par arrêté ministériel.

300

loups en France

L'estimation réalisée par l'Office national de la chasse et la faune sauvage peut varier de plus ou moins 60 individus.

4 750

animaux tués par des loups de janvier à mi-août 2015

C'est le bilan des prédati

35

meutes en France en 2016

Le nombre de loups est stable depuis trois ans mais celui des meutes augmente chaque année.

L'université de Brive lance le premier diplôme en droit animalier

La France reste très en retard par rapport aux Etats-Unis, où l'on enseigne la discipline depuis une vingtaine d'années

BRIVE-LA-GAILLARDE (CORRÈZE) -
envoyée spéciale

En apparence, c'est un cours de droit tout ce qu'il y a de plus classique. A ceci près que les exemplaires du code civil posés sur les tables sont estampillés du logo de la Fondation 30 millions d'amis. Et que certains ordinateurs affichent les couleurs d'autres associations de protection animale : L214, le World Wildlife Fund (WWF) ou Sea Shepherd. Sur le campus de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), une antenne de l'université de Limoges, 29 étudiants suivent depuis lundi 5 septembre le premier diplôme universitaire (DU) en droit animalier de France.

« Depuis la loi du 16 février 2015, les animaux sont considérés comme des êtres vivants doués de sensibilité dans le code civil et sont extraits de la catégorie des biens », énonce, lors du premier cours consacré aux statuts juridiques de l'animal, Jean-Pierre Marguénau, professeur de droit privé et cocréateur du diplôme. C'est à la suite de cette « avancée juridique majeure »

qu'il a décidé, avec sa collègue Lucille Boisseau-Sowinski et en partenariat avec 30 millions d'amis, de créer un diplôme universitaire qui soit « uniquement consacré à cette discipline en plein essor mais complexe et mal maîtrisée ».

« Le droit animalier est difficile à appréhender, car à cheval sur les droits civil, pénal, rural ou environnemental », note Lucille Boisseau-Sowinski, maîtresse de conférences en droit privé. Actuellement, il n'est jamais enseigné dans le cursus commun de la licence ou du master en droit. » Seule exception, la faculté de Strasbourg délivre depuis un an des cours de droit animal, mais dans le cadre d'une spécialisation au sein d'un master plus général sur l'éthique.

L'université française reste très en retard par rapport aux Etats-Unis, qui enseignent le droit animalier depuis une vingtaine d'années. « Les trois quarts des facs américaines proposent cette discipline, et l'université Lewis & Clark, à Portland [Oregon], a même un master uniquement consacré à cette question », indique Olivier

« Le droit animalier ne rencontre aucun écho chez les juristes, à part des rires »

PERRINE FERRER
doctorante

Le Bot, professeur de droit public à l'université Aix-Marseille, qui intervient dans le master de Strasbourg et le nouveau diplôme de Limoges.

« Les débouchés ne sont pas assez importants pour créer un master à part entière, juge de son côté Lucille Boisseau-Sowinski. Les responsables juridiques d'associations ou les avocats qui prennent des dossiers de droit animal le font en général en parallèle à d'autres activités. C'est pourquoi notre diplôme, ouvert aux bac + 2, ne mène pas à un métier mais à une spécialisation. »

Conséquence de ce choix : une première promotion très hétérogène. Parmi les 29 admis – dont une majorité de femmes –, on compte 17 étudiants en formation initiale et 12 en formation continue, âgés de 21 ans à 61 ans et provenant de 17 départements. Une magistrate, des avocats ou un professeur de philosophie côtoient ainsi des étudiants en sciences politiques, en droit, en éthologie, des attachés territoriaux ou encore un comportementaliste canin. Les deux semaines de cours sont facturées entre 250 et 1 050 euros selon le profil des étudiants (hors droits d'inscription universitaire).

A la pause déjeuner, sur la pelouse de l'université corrézienne, la petite troupe débat de végétarisme en partageant des salades de quinoa et des cookies végétans. Une scène inhabituelle, en plein cœur d'un pays d'élevage bovin. « L'humain ne peut pas s'octroyer un droit de vie ou de mort sur les animaux. C'est une conviction d'ordre philosophique, mais c'est par le droit que l'on peut faire changer les choses »,

plaide Perrine Ferrer, dynamique doctorante de 26 ans, qui mène une thèse en droit de la famille à l'université Paris-I.

Or, juge-t-elle, « la maltraitance animale n'est pas suffisamment punie aujourd'hui », car le « droit animalier ne rencontre aucun écho chez les juristes, à part des rires ». Quand l'étudiante a annoncé qu'elle suivrait le cursus de Brive, elle s'est vu rétorquer : « Si cela vous fait plaisir, allez-y, mais pour votre carrière, cela ne servira à rien. »

« Lobbying »

Plus qu'une ligne supplémentaire sur leur CV, c'est surtout la perspective d'une meilleure protection des animaux qui motive les étudiants. Tous sont des passionnés de la première heure, souvent militants. Comme Alice Rodriguez, 23 ans, titulaire d'un master 1 en éthologie à Paris-XIII, qui vient de fonder un collectif pour organiser des débats et, à terme, créer des sanctuaires pour animaux.

Les chats, c'est aussi le rayon de Fabienne Cacciapaglia. Depuis sept ans, cette professeure de SVT

dans un collège de l'Isère a pris en charge, dans le cadre de son association Les EntreChats, 750 félins errants qu'elle soigne, stérilise et propose à l'adoption. « Le droit animalier va me fournir de solides connaissances, à la fois pour connaître les démarches qu'on peut entreprendre en tant qu'association et pour livrer aux élèves des informations claires et rigoureuses, qui vont au-delà de ma sensibilité propre », affirme-t-elle.

Il y a encore Pierre Georget, chevreux assortis à sa chemise blanche, qui a dirigé une entreprise de la grande distribution, avant de reprendre ses études en droit afin « d'aider les associations à faire des propositions juridiques qui tiennent la route et mener du lobbying auprès des parlementaires ».

Reste que si une bonne connaissance du droit peut conduire à une évolution de la jurisprudence, « les grandes réformes concernant l'exploitation animale ne peuvent se faire dans les prétoires mais au Parlement », assure Lucille Boisseau-Sowinski. ■

AUDREY GARRIC



france
inter

franceinfo

TV canal 27

Le Monde

dimanche 11 septembre

FRANÇOIS BAYROU

chaque dimanche à 12h sur France Inter
12h30 sur franceinfo (TV canal 27)



questions politiques

nicolas demorand

avec nathalie saint-cricq

arnaud leparmentier et carine bécard

#questionspol

franceinter.fr